

2-2-2010

ENREGISTREMENT DES SÉANCES DU CONSEIL

La colère gronde au Canton d'Orford

JEAN-FRANÇOIS GAGNON

jean-francois.gagnon@latribune.qc.ca

ORFORD — La nouvelle réglementation du Canton d'Orford sur l'enregistrement des séances du conseil municipal provoque sa part de mécontentement. Une preuve en a été donnée hier soir lors d'une assemblée publique des élus de la municipalité, houleuse par moment.

Un résident d'Orford qui s'est défini comme un «expatrié» parce qu'il a auparavant habité une autre municipalité, Daniel Trudeau, a confié être «largement indigné» par la nouvelle réglementation.

«J'ai l'impression de retourner dans la campagne d'où je viens. On est dans un processus de démocratie. On retourne 50 ans en arrière», a lancé M. Trudeau lors d'une intervention en début de séance publique hier.

Pour changer les règles en matière d'enregistrement audio et vidéo des assemblées publiques, les élus ont modifié la régie interne des séances du conseil. Désormais, seules les entreprises de

presse reconnues ont droit de filmer ou enregistrer sans autorisation préalable. Les demandes des citoyens ou organisations d'autres types seront analysées dans un délai de 60 jours.

«Ça brime le droit des citoyens d'être bien informés, cette réglementation», a quant à elle déclaré Ginette Boyer, en réclamant du même souffle que la municipalité ajoute des informations sur son site Internet afin de se montrer plus transparente.

«Malheureusement, vous allez à contresens de la transparence et de l'éthique, a affirmé Jean-Guy Dépôt, un autre citoyen. Je ne vois pas l'urgence de changer le règlement.»

Ayant pris l'habitude d'apporter aux assemblées du conseil une enregistreuse, le fils de Jean-Guy Dépôt, Pierre, figure également au nombre des personnes qui digèrent mal la décision. Il a notamment demandé au maire du canton d'Orford, Pierre Bastien, si ce sont bel et bien des plaintes qui expliquent la nouvelle réglementation.

M. Bastien a admis qu'il



Daniel Trudeau

n'avait reçu aucune plainte formelle, mais plutôt des commentaires de citoyens qui se sentaient gênés par la présence d'appareils d'enregistrement durant les assemblées publiques.

Plus tard dans la soirée, le conseiller municipal Jean-Guy Beaulieu a cependant révélé s'être



Pierre Dépôt

adressé à la police après avoir entendu l'ex-candidat aux élections municipales Marty Kanatakhat-sus Meunier, qui maniait alors une caméra, tenir des propos injurieux à son endroit. Le citoyen en question a vivement réfuté cette allégation.

Quoi qu'il en soit, Pierre Dé-

pôt a aussi questionné le maire au sujet du délai avant d'offrir une réponse à une demande d'autorisation. «Pourquoi répondre en 60 jours?», a-t-il voulu savoir.

À cette question, Pierre Bastien a répondu que les assemblées du conseil ont lieu tous les 30 jours. Compte tenu de cet intervalle, les élus préfèrent recevoir les demandes plusieurs semaines à l'avance.

Gilles Proulx a exprimé un avis contraire à celui de la majeure partie des intervenants. Il a suggéré qu'il était préférable que ce soit des entreprises accréditées qui captent son et images, alléguant qu'il y avait risque de «glissement vers la désinformation» quand des opposants aux maires utilisent des enregistrements sur leur site internet ou autres.

Déçu par le spectacle auquel il assistait hier, Mike McLauchlan est intervenu en déclarant au maire qu'il ne s'était pas déplacé pour regarder «un combat de coq. On veut faire quelque chose à Orford. On vous a à l'oeil.»